Extrait du Le Vénissian

http://levenissian.fr/Participation-a-l-executif-non,1437

Participation à l'exécutif : non merci, pas pour l'instant...

- Vénissieux -

Date de mise en ligne : jeudi 17 avril 2014

Copyright © Le Vénissian - Tous droits réservés

Le 30 mars dernier, les Vénissians ont fait le choix d'une équipe forte d'un bilan et d'un projet ambitieux et audacieux, un projet résolument à gauche. Élue maire, je suis garante de ce contrat passé avec eux pour bâtir une ville solidaire, une ville en prise avec son temps, partie-prenante du développement de l'agglomération lyonnaise.

Ce mercredi 16 avril, les conseillers communautaires ont élu le Président du Grand Lyon. Gérard Collomb a réussi à convaincre bien au-delà de son propre camp. Si je m'inscris évidemment dans la majorité de gauche autour d'un projet progressiste et républicain, je ne participerai pas à l'exécutif de la future métropole. Pour l'instant, les conditions ne sont pas remplies.

A la veille de la mise en place de la plus puissante collectivité territoriale après le Grand Paris, nous n'avons aucune visibilité sur les compétences et les moyens qu'elle absorbera ou répartira. Sur quelle base se décidera cette répartition à l'échelle locale ou métropolitaine de telle ou telle compétence ? Les communes seront-elles associées à la réflexion ? Pourront-elles peser sur les choix et les politiques qui concerneront directement leur territoire et leur population ? Quelle sera leur place, leur rôle, leur pouvoir ? Qui héritera des compétences du Conseil général et surtout quels moyens seront alloués à leur mise en oeuvre ? En matière de politique sociale notamment, les décisions prises impacteront directement les populations de l'ensemble des communes qui, en première ligne, assument la proximité réelle avec les habitants.
Nos réserves sont d'autant plus grandes que la mise en place de la future métropole s'inscrit dans un contexte national où chaque nouvelle décision ampute les communes de leurs capacités d'actions, remet en cause les politiques développées pour l'intérêt général.

Pour financer son pacte de responsabilité, le gouvernement parle désormais d'une baisse des aides aux collectivités de 10 milliards d'euros d'ici 2017, Emmanuel Valls parle même de 11 milliards d'euros dans les années à venir ! Où s'arrêtera cette surenchère catastrophique pour nos politiques de proximité ?

La fin des Départements est aussi annoncée pour 2021, tout comme la réduction de moitié du nombre de Régions françaises d'ici 2017. Enfin, la suppression de la clause de compétence générale pour les collectivités empêchera du même coup toute capacité d'initiative hors champ des compétences communales de plein droit.

Les annonces s'enchainent affichant le double objectif d'économie et de simplification. En réalité, ce n'est qu'une nouvelle étape dans la mise en oeuvre des politiques d'austérité de Bruxelles et du gouvernement. Dans un contexte où la grande pauvreté ne cesse de progresser, où des difficultés innombrables acculent nos concitoyens, la commune, premier maillon républicain, doit être renforcée. Quel échelon porte mieux que la commune les aspirations des habitants ? Espace de vivre ensemble, lieu d'écoute, d'aide et d'accompagnement, source d'actions de proximité qui répondent à des réalités de terrain, la commune développe au quotidien les valeurs d'égalité et de solidarité qui fondent notre République. L'intercommunalité doit rester un outil au service des communes, et non pas un cercle de décisions encore plus éloigné des populations.

Entre les Français et la politique, la rupture est profonde. Les résultats des dernières élections sont sans équivoque : un désastre démocratique. Ce cri de colère contre la politique gouvernementale ne doit pas rester lettre morte. La crise sociale qui plonge nos populations dans d'extrêmes difficultés exige des choix clairs, percutants, efficaces. Des besoins prioritaires attendent des réponses concertées dans la proximité et au quotidien. Les communes, leurs maires et leurs élus, le savent bien, confrontés chaque jour à la réalité des situations.

Vénissieux sait d'où elle vient et sait où elle veut aller. Vénissieux prendra toute sa place dans l'agglomération et doit pouvoir peser sur les orientations du Grand Lyon dans l'intérêt des Vénissians. Au-delà de l'exécutif du Grand Lyon, les maires et les équipes municipales élus au suffrage universel, devront être entendus et concertés. Une oreille

Copyright © Le Vénissian

attentive et constructive doit être tendue au maire de la troisième ville du département. Avec les conseillers communautaires communistes vénissians, nous entendons défendre la singularité forte et l'identité vénissiane au coeur d'une agglomération des communes, solidaire et respectueuse de la souveraineté des habitants. Je compte faire avancer les projets de notre ville et exiger des budgets à la hauteur de son développement. J'ai à coeur d'être le porte-voix des 62 000 habitants que je représente. Les Vénissians peuvent compter sur moi.

Michèle PICARD

Copyright © Le Vénissian